



**Revue à mi-parcours du
Programme Indicatif de Coopération (2012-
2016) entre la République du Sénégal et le
Grand-Duché de Luxembourg**

Une approche participative

Marrakech, FIFE 2 du 13 au 16 décembre 2016




LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire



AIDE NON-LIÉE , 100 % DONNS

- ❖ **APD: 0,95 % du RNB soit 324.941.071 EUR (2015)**
- ❖ **73,64 % aide bilatérale, 26,36 % aide multilatérale**
- ❖ **36,36% de l'APD bilatérale mis en œuvre par LuxDev** 
- ❖ **3 secteurs prioritaires (santé, formation professionnelle, développement rural)**
- ❖ **7 pays partenaires Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Niger et Sénégal, Nicaragua et le Laos**



Le Programme Indicatif de Coopération (2012 - 2016) PIC III

*« La coopération au développement que le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg entretient avec le Gouvernement de la République du Sénégal vise à appuyer les efforts du Sénégal pour l'atteinte des OMD. A ce titre, elle doit **contribuer à la réalisation des politiques nationales du Sénégal** dans les secteurs qui seront couverts par le PIC III. »*

PIC III (2012-2016)

- 68,4 millions EUR entre 2012 – 2016
- Concentration géographique
- Secteurs d'intervention: Formation professionnelle; santé de base; décentralisation; (hydraulique).
- Thématiques transversales: genre; bonne gouvernance; environnement
- L'innovation majeure du PIC III est que le Luxembourg et le Sénégal ont convenu d'effectuer les dépenses selon la modalité de l'exécution nationale.



*« Les termes de référence de cette revue sont élaborés **en collaboration** avec les partenaires sénégalais et des réunions d'information ont lieu régulièrement, y compris au Sénégal. Les conclusions et recommandations de la revue à mi-parcours sont restituées au cours d'un atelier organisé au Sénégal auquel **les deux parties sont invitées à participer**. Celles qui sont conjointement jugées pertinentes, sont adoptées d'un **commun accord**. »*

PIC (2012-2016)

Evaluation conjointe (partenariale)

Evaluation à laquelle participent différents organismes bailleurs et /ou leurs partenaires

OECD 2002



Objectif global: Alimenter et faciliter le dialogue politique

Objectifs spécifiques:

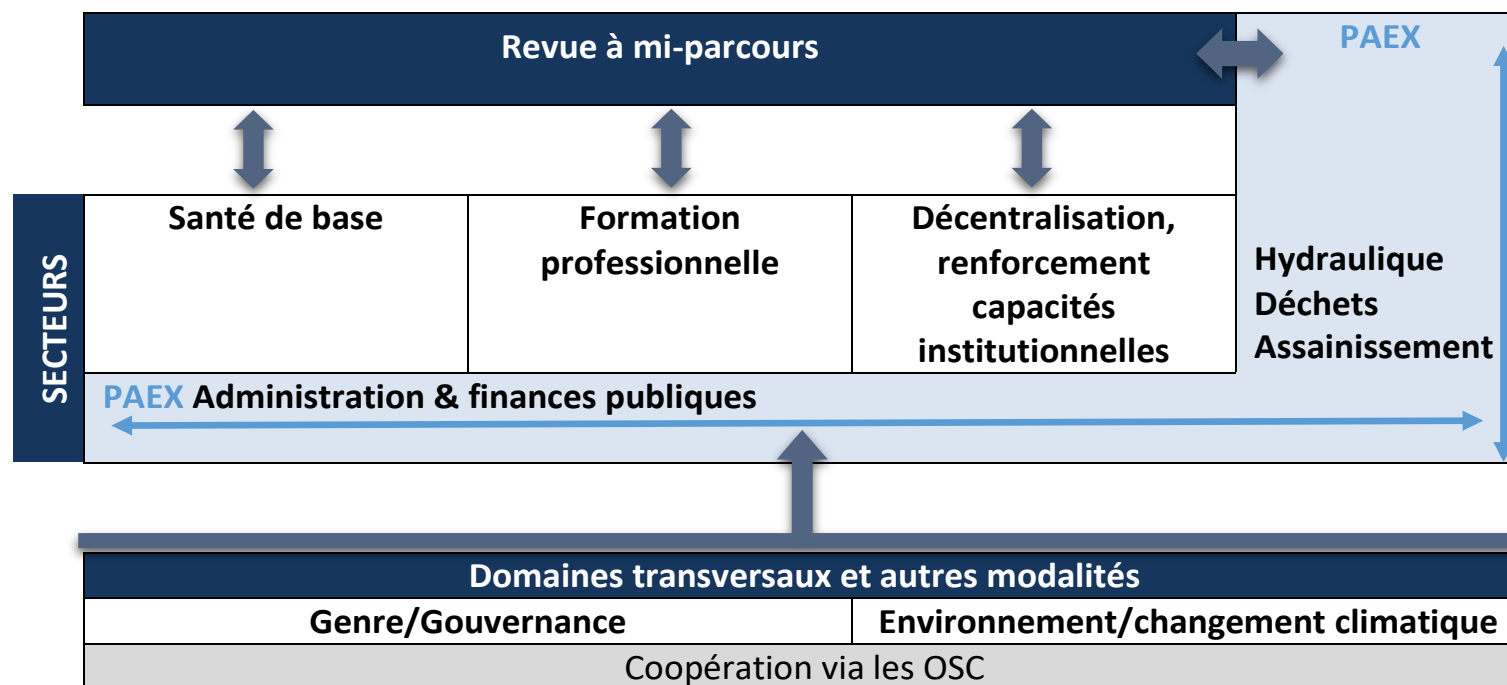
- 1. Apprécier la qualité de la contribution du Luxembourg à la réalisation de la stratégie de développement du Sénégal**
- 2. Evaluer la contribution des interventions en cours par rapport à l'atteinte des objectifs visés par les stratégies nationales**

Résultats:

- 1. Une revue stratégique du PIC**
- 2. Une évaluation à mi-parcours de chaque programme sectoriel**
- 3. Toutes les parties-prenantes participent activement à l'exercice**
- 4. Les acteurs impliqués ont une bonne connaissance des enjeux et de l'approche de la RàMP + des évaluations**



Une approche modulée mais interconnectée (qui reflète la structure du PIC III)





3. Toutes les parties-prenants participent activement à l'exercice

Un exercice conjoint avec la participation de toutes les parties concernées à toutes les étapes, depuis le lancement jusqu'à la restitution et le suivi des recommandations

Au niveau du pilotage et de la gestion de l'exercice (mai – fin novembre)

- 1. Rédaction et validation commune des termes de référence**
- 2. Evaluation commune des offres et sélection de l'évaluateur**
- 3. Lancement et présentation conjointe de l'exercice**
- 4. Pilotage conjoint (Comité de pilotage et Cellule de Suivi et Coordination (CSC) à deux niveaux (RàMP/Evaluation)**
- 5. Réception et approbation conjointe des rapports, de ses conclusions et recommandations**



Au niveau du recueil d'information et de l'implication des acteurs

- **Plus de 1000 documents remis et consultés, 500 retenus**
- **266 personnes rencontrées sur plus de 350 acteurs identifiés**
- **3 réunions du Comité de Pilotage associant le partenaire**
- **13 réunions de Cellule de Suivi et Coordination (CSC) à deux niveaux**
- **3 opportunités pour le recueil des commentaires ...**



	Evaluation	RàMP
3 mai	Lancement	
4 mai - 3 juin	Entretiens à Dakar et déploiement de l'équipe d'évaluation dans les ZCO	
Juin	Analyse, croisement et 1 ^{er} niveau de synthèse	
27 juin – 1 juillet	Restitution à chaud (1 réunion par secteur)	Poursuite des entretiens à Dakar
Juillet à début septembre	Rédaction de la version provisoire des rapports d'évaluation. Diffusion au plus tard le 15/09.	Analyse, croisement et 1 ^{er} niveau de synthèse
Mi-sept. à début oct.	Processus de recueil des commentaires	
10 octobre...	Restitution finale	Restitution à chaud
Mi-oct. à début nov.	Recueil commentaires. Rapports finaux.	Rédaction de la version provisoire du rapport de la RàMP. Diffusion fin octobre.
14-15 nov.		Restitution finale de la RàMP
Fin novembre		Recueil commentaires. Rapport final.



Restitution(s) à chaud



Contexte:

En fin de phase de recueil des informations
Au début de la triangulation
Avant de fixer l'analyse

Intention:

Partager et discuter très tôt les principaux constats, les constats les plus sensibles
Tester les réflexions, échanger sur des questions sensibles qui se sont posées

**→ Discussion ouverte et informelle
basée sur une présentation FFOM**



Restitution(s) à chaud

Le rôle des participants



Ils sont des acteurs de l'évaluation

Partage des observations sur les constats et sur les questions qui se posent

Limites

Pas d'analyse selon les critères d'évaluation, d'efficacité de l'aide, le cadre logique

Pas de positionnement quant à la réalisation des résultats

Pas de recommandations

Obectifs

→ **Appropriation**

→ **Conclusions et recommandations pertinentes, utiles et réalistes**



- **Compréhension des besoins = conclusions et recommandations réalistes, utiles et pertinentes pour toutes les parties concernées**
= renforce l'appropriation et l'alignement
- **Un effort commun renforce le partenariat**
- **Visibilité**
 - **des activités de la Coopération luxembourgeoise**
 - **des interconnexions existantes**
- **Diminue les risques de « rejet »**



- **Réel partenariat / relation de confiance / appui au plus haut niveau (condition préalable)**

- **Exercice relativement long**
- **Charge de travail – augmentation du coût – augmentation J/H**
- **Sollicitation des acteurs (partenaires)**

- **Indépendance de l'évaluateur, communication indépendante**
Risque de voir l'indépendance et/ou la neutralité compromises
Tentatives d'influence

- Contraintes administratives (p.ex. gestion budgétaire, marché public)**



Questions?

Merci pour votre attention

René Lauer

Evaluation et contrôle de qualité

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire

Hôtel St Augustin . 6, rue de la Congrégation . L-1352 Luxembourg

Tél. (+352) 247-82438

E-mail : rene.lauer@mae.etat.lu

